

Périodiques non canadiens

Proposer une mesure qui sert à éliminer ce qui dérange, qu'il s'agisse du *Time*, du *Reader's Digest* ou d'être humains, c'est un acte de despotisme que je détesterais voir appuyé par le Parlement de mon pays, le Canada. Un telle mesure risque en outre, d'être la risée et l'objet de mépris si elle n'est pas appliquée avec esprit de suite et Dieu sait d'après ce qui s'est passé la semaine dernière, que ce n'est pas le cas; bref elle est sans plan, sans structure et ne vise qu'à détruire plusieurs entreprises. C'est donc une série ridicule de contradictions.

Dans le domaine des périodiques, nous ne pouvons vivre avec des arrangements continuels. Les media électroniques et les journaux dépendent totalement d'arrangements de ce genre. Au contraire nous plantons un couteau dans le dos des petites entreprises. Notre bill C-2 sur la loi relative aux enquêtes, a été conçu pour s'assurer que la concurrence n'était pas entravée par les cartels et les monopoles puissants, comme c'est le cas des trois grands qui ont au Canada la mainmise sur les journaux à savoir, les sociétés d'édition Southam et Maclean-Hunter, société multinationale qui par hasard a son siège social au Canada. A peine nationaliste. Et tout cela au nom du nationalisme, notez bien, non pas du patriotisme, du nationalisme. Le premier ministre (M. Trudeau), avec son admirable sagesse que nous admirons tous tant, dans une interview de Peter Newman—imaginez-vous, Peter Newman lui-même, ce grand nationaliste—le 29 septembre 1975 se prononçait ainsi sur le nationalisme. Ce n'est pas moi qui le dis, mais le premier ministre lui-même:

● (1610)

Je suis contre le nationalisme par principe et aussi pour des raisons qui tiennent à l'histoire. Je n'ai jamais pensé que la nation devait l'emporter sur l'individu...

Je m'élève contre le nationalisme dans un sens plus large, car il permet à la classe prédominante, aux classes dirigeantes, ou à ceux qu'il investit d'un pouvoir de proposer des solutions nuisibles aux libertés individuelles...

Je voudrais insister sur ces mots: «de proposer des solutions nuisibles aux libertés individuelles». Je cite encore le premier ministre:

Le nationalisme—en particulier dans le domaine économique, quoiqu'il existe aussi un nationalisme culturel—est très souvent pour les classes dirigeantes un moyen de s'attribuer les richesses.

C'est exactement l'effet du bill C-58. En vertu de ce bill, les profits restent entre les mains des conglomérats, aucune concurrence n'est possible; c'est la négation même de l'objectif du gouvernement: la sauvegarde du droit des citoyens à un libre choix.

Le bill C-58, ce plan d'ensemble, puisqu'il met en cause KVOS, *Time*, *Reader's Digest*—que j'estime encore menacé malgré une concession récente—MD, *Canadian Medicine*, etc. ne tient nullement compte de l'isolement et des caractéristiques de l'Ouest. *Time* nous offre d'excellentes analyses de la scène canadienne et internationale. Il est vrai qu'il nous sera toujours possible d'acheter *Time*, comme nous pouvons acheter *U.S. News and World Affairs*, *Newsweek*, *Playboy* et *Oui*, mais aucun n'a de contenu canadien. Ils ne sont pas publiés au Canada. Pour autant que je m'en souviens, la page centrale de *Playboy* a eu une fois seulement un contenu canadien.

Des voix: Oh, oh!

Une voix: Était-elle différente dans une proportion de 80 p. 100?

Des voix: Oh, oh!

[M^{me} Holt.]

M^{me} Holt: Elle était «sensiblement la même». Lorsqu'on a vu une des ces photos dépliantes, on les a toutes vues. Les défenseurs de ce bill ne cessent de nous répéter que nous pourrions toujours nous procurer *Time*, *Reader's Digest* et toutes les autres revues. Ils prétendent toujours que nous sommes entièrement libres de les acheter et de regarder les émissions américaines, mais il y a une énorme différence. Les revues américaines ne fournissent pas d'emplois au Canada. Elles ne donnent pas de possibilité aux écrivains et à tous ceux qui occupent des fonctions connexes. Nous avons résolu la question en ce qui concerne *Reader's Digest* et, donc, réglé le cas de Montréal, mais ceux qui travaillent pour *Time* vont perdre leur emploi dans l'Ouest. Ceux qui prétendent que nous pouvons toujours nous procurer ces revues sont peut-être trop naïfs pour comprendre la différence entre les importer et les faire rédiger et éditer au Canada, et je maintiens que *Time* et *Reader's Digest* sont rédigés et édités au Canada.

Des écrivains, des rédacteurs et des imprimeurs canadiens travaillent pour *Time* et *Reader's Digest*; et KVOS-TV offre à des animateurs, des dessinateurs, des artistes, des auteurs et des acteurs leur première et unique chance d'exprimer et de développer leurs talents. Si l'on abandonne cette station, où iront tous ces gens? Je pense qu'ils iront à Hollywood et dans d'autres endroits semblables. Certains ont déjà accepté des contrats et quitté Vancouver pour Hollywood.

Ces personnes ont à leur actif des réalisations comme 52 feuilletons de la série de dessins animés «Abbott et Costello», ainsi qu'une émission sur les «Beatles», «Moby Dick» et «Samson et Goliath». En 1972, elles ont obtenu un sous-contrat pour une production d'animation pour «Gidget» et «The Last of the Curling». En 1973 et 1974, elles ont produit 13 feuilletons d'une demi-heure dans la série «Wait Till Your Father Gets Home», un dessin animé pour adultes, et deux parties de «Le compte de Monte Cristo». Ce ne sont que quelques exemples des émissions produites dans l'Ouest. Ceux qui travaillent dans ce métier vont perdre les possibilités qui leur sont ainsi offertes.

Je ne sais pas si les avocats de ce bill qui disent que nous devrions recevoir *Time* et *Reader's Digest* (É.-U.) de la même façon que nous recevons d'autres revues américaines importées nous racontent délibérément des faussetés ou ne comprennent tout simplement pas de quoi il s'agit. J'en ai assez aussi des conceptions erronées que répandent ceux qui disent que ces groupes de media ont bénéficié de privilèges spéciaux. Ce n'est pas vrai. Ce sont les annonceurs qui bénéficient des privilèges et du droit d'annoncer où ils veulent. Si seulement les Canadiens pouvaient comprendre le principe si fondamental en jeu ici! J'aimerais pouvoir en convaincre mes collègues parce que je me sens si seule!

M. McGrath: Vous n'êtes pas seule, Simma, nous sommes tous avec vous.

L'Orateur suppléant (M. Turner): A l'ordre. Je regrette d'informer le député que son temps de parole est écoulé.

Une voix: Poursuivez.

L'Orateur suppléant (M. Turner): Le député peut poursuivre avec le consentement unanime. Y a-t-il consentement unanime?